Charles Michel, un président du Conseil européen aux voyages coûteux et polluants

09/04/2023 à 15h30



Les dépenses liées aux déplacements du dirigeant européen sont très supérieures à celles de ses prédécesseurs. Elles s'expliquent notamment par un recours fréquent aux avions privés, y compris pour de courts trajets. Une enquête du Monde atteste une augmentation substantielle des dépenses du dirigeant européen et un usage intensif des avions privés, très coûteux et néfaste en termes de bilan carbone.

A Bruxelles, le goût de Charles Michel pour les voyages fait jaser. Depuis le reflux du Covid-19, le président du Conseil européen s'est transformé en véritable globe-trotter. De New York à Pékin, de Phnom Penh à Johannesburg, de Doha à Tokyo, en passant par Berlin, Paris ou Prague, il parcourt la planète. Dans les institutions, des diplomates comme des fonctionnaires s'offusquent des déplacements « *coûteux* » de l'ex-premier ministre belge. La presse spécialisée sur les affaires communautaires, que Charles Michel et son entourage consultent avec angoisse chaque matin, se fait régulièrement l'écho de ces critiques.

Pour 2024, le budget du président du Conseil européen, en cours d'adoption, s'élève à 2,6 millions d'euros, en hausse de 27,5 % par rapport à 2023, comme l'a révélé Politico. Cette

augmentation s'explique « *principalement* », indique le secrétariat général du Conseil dans une note du 1er mars, par « l'intense activité internationale » de Charles Michel « *à la suite de la guerre en Ukraine* ». « *Il faut expliquer aux pays tiers nos sanctions contre Moscou et lutter contre le narratif de Poutine selon lequel elles seraient responsables de l'inflation* », détaille son entourage. Lors d'une réunion consacrée au sujet, le 9 mars, neuf pays, dont l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, ont néanmoins demandé des « éclaircissements » sur cette hausse. L'Autriche et la Slovaquie ont évoqué les « *problèmes d'image* » qu'un tel train de vie peut poser.

L'an prochain, les dépenses de voyages de Charles Michel et des délégations qu'il emmène – membres du cabinet, personnels du protocole, de la sécurité, du service communication, cameraman, photographe… – devraient atteindre 1,985 million d'euros, supérieures de plus d'un tiers à celles inscrites au budget 2023. Du temps de ses prédécesseurs, son compatriote Herman Van Rompuy (2010-2014) et le Polonais Donald Tusk (2014-2019), ces frais ne dépassaient pas 500 000 euros pour un budget total contenu sous le million d'euros. L'inflation ne peut expliquer à elle seule cette envolée.

Désireux de faire exister l'Union européenne (UE) sur la scène mondiale, de l'incarner aux côtés des présidents américain ou chinois, Charles Michel conçoit sa fonction comme éminemment internationale. Au-delà des obligations qu'elle implique – rencontrer des dirigeants européens afin de préparer les conseils des chefs d'Etat et de gouvernement, participer à des sommets internationaux (G20, G8, G7, COP, sommets bilatéraux…) –, l'ex-premier ministre belge veut faire entendre la voix de l'Europe partout sur la planète. « *Plusieurs dirigeants, comme Merkel ou Macron, lui ont demandé, avant sa nomination, de s'engager plus avec les pays tiers* », assure une source. « ***Au lieu d'aborder la fonction avec humilité, il considérait qu'il avait rendez-vous avec l'histoire*** **», ironise un**

diplomate européen. […]

Le Monde